

La culture amazighe et la révolution

Avant l'implosion révolutionnaire, l'officialisation de la culture berbère butait sur le système totalitaire. Aujourd'hui surgit et sévit un nouvel adversaire. Le 27 mars, Hamadi Ben Yahia, fondateur de la troupe "Imazighen", concluait la conférence de presse tenue à la maison de la culture "Ibn Rachiq" par ce propos : "on ne baissera pas les bras. La lutte continuera". À l'heure où les salafistes agressent partout, et à maintes reprises, les artistes, aucune ambiguïté ne persiste quant à cette lutte et à ses protagonistes. Même s'il est question de continuation, à quel passé le conférencier faisait-il allusion ? Voici deux décennies, j'introduisais une doctorante, Inès Horchani, auprès de la communauté berbère. Elle préparait une thèse d'État, à Paris, sur la culture amazighe en Tunisie. Depuis, elle a réussi avec les félicitations du jury. Durant l'enquête, nous voici donc chez Hamadi Ben Yahia, mon ami. Il habite à "Sabbat Edhlem", le dédale de l'ombre, situé au cœur de la médina et rendu célèbre depuis l'hécatombe des youseffistes pourchassés par les bourguibistes. Bien des archives secrètes seraient mieux divulguées. Chez Hamadi, l'architecture berbère de la demeure étonne le visiteur, tant elle tranche eu égard au style de la ville. Imprégné de convivialité, ce fut là un moment désormais inoublié. Sur fond musical, Hamadi parle et Inès, ravie, écrit ceci : "nous étions en train de préparer une importante réunion pour en finir avec la marginalisation de notre culture. Nous ne sommes, peut-être, que dix pour cent de la population, mais nous voulions évoquer la langue, l'art, la cuisine et d'autres aspects de nos traditions. Irrité, le ministre de l'intérieur nous a intimé l'ordre de tout arrêter, immédiatement, sous peine de nous envoyer la police. Nous savions de quoi il était capable et notre initiative avait été étouffée dans l'œuf". Mais Hamadi Ben Yahia ignorait les blocages plus feutrés.

Ainsi, la suspicion universitaire ajoutait sa contribution à la surveillance policière, malgré la propagande afférente à la situation, privilégiée, des minorités. Avec un berbérophone chevronné, souvent sollicité à l'échelle internationale, des collègues proposèrent à Ben Dhia, alors ministre de l'Enseignement supérieur, l'introduction du berbère à la faculté. En dépit de l'avis favorable, un arabisant, à la fois universitaire et œil du parti, où il jouit de notoriété, sabota le projet. Aujourd'hui, dans le sillage de la révolution, les pouvoirs publics jouent, plus



© amazighworld.org

ou moins, le jeu d'une libre expression ; mais les salafistes inquiètent l'artiste. L'appréhension, fondée, lève un coin du voile sur la nouvelle complexité. Avatars de la révolution, illusions et désillusions, espoirs et désespoirs arborent la valse des signaux contradictoires. Dans ces conditions, le témoignage du militant berbère, depuis l'heure première, a valeur d'analyse. La révolution inspira deux principales orientations. L'optimisme porte l'accent sur les fruits de l'indignation montée à l'assaut de la répression. De là provient l'incessante répétition de cette appréciation : "plus jamais rien ne sera comme avant". Mais après l'énumération des inconvénients, au premier rang desquels figurent la récession et l'insécurité, les tenants du verdict négatif dénoncent le jargon laudatif. Ils proposent une meilleure adéquation du signifié au

signifiant par la substitution de la "révolte" à la "révolution". Hamadi Ben Yahia lui aussi, pris entre les promesses islamistes et les foudres salafistes, ne sait plus sur quel pied danser. Cependant, un dénominateur commun renvoie, dos à dos, positivistes et négationnistes. Engagés, tous deux, sur la même piste, ils partagent l'illusion d'une transformation perçue à travers une grille de lecture holiste. Ou bien tout change, ou rien d'essentiel n'advient. Le débat contradictoire, et encore inachevé, renoue avec l'histoire des idées. Les critiques adressées à la notion de "progrès", si chère à Auguste Comte, incriminent la méconnaissance de la pluridimensionnalité. Car, dans tous les cas de figure, et vus les pesanteurs du passé, les multiples niveaux de la société n'évoluent pas au même rythme. Une fois sous-analysée, ou occultée par les commentateurs désoutillés, cette complexité ouvre la voie aux voix contradictoires, au vu de quoi, les uns parlent de révolte et les autres évoquent la révolution. Propice aux pêcheurs en au trouble, cette vision indifférenciée ou sélective de la globalité perpétue le vice de forme débusqué dans la notion de "progrès". Elle perpétue le présupposé légué par la philosophie de l'histoire à la pensée sociale des 18^e et 19^e siècles. Une ultime conclusion bruisse à l'aval de cette prospection. Souvent un doute me prend lorsque j'entremêle ainsi, les détails d'apparence anecdotique et les perspectives quelque peu théoriques. Mais, chaque fois, me revient, soudain, à l'esprit cet éloge, sans aucun doute excessif, du professeur Marie Louise Pellegrin : "j'ai infiniment aimé. Voilà comment se produit, aujourd'hui, la sociologie. Observation du quotidien et langage raffiné. Quel bonheur". Alors, narcissisme aidant, je trouve ce mot plutôt subtile et, rassuré, je dors tranquille.

Khalil ZEMITI
Sociologue émérite

Le syndicalisme, quel rôle dans le printemps arabe ?

Le paysage syndical arabe

Evoquer les rapports entre syndicalisme et « printemps arabe » exige une description préalable de la situation syndicale dans le monde arabe. En effet, ce qui est couramment appelé « monde arabe » n'a pas connu une histoire syndicale uniforme, nous pouvons même affirmer que dans certains pays, le syndicalisme n'a pas encore vu le jour. Cette disparité est expliquée par l'histoire du capitalisme dans la région, de l'industrialisation, du colonialisme et par la nature des régimes politiques en place. D'une manière empirique nous pouvons établir une typologie simple et opérationnelle qui couvre tous les pays arabes comme suit :



© anarkismo.net

- Les pays où le syndicalisme est toujours inexistant ou embryonnaire à l'instar des pays du Golfe. Il est important de rappeler que dans ces pays, l'écrasante

majorité des travailleurs sont des étrangers qui ne bénéficient pas encore du droit syndical.

- Les pays où les syndicats sont totalement inféodés aux partis uniques au pouvoir sur le modèle de l'Union Soviétique des années 30. Dans ce cas il s'agit plutôt de comités de surveillance des administrations, des entreprises et des travailleurs, tel est le cas de la Syrie, de l'Irak, du Yémen et de la Libye.

- Les pays où les syndicats même surveillés, adoptant parfois des attitudes de compromis, de résignation, d'allégeance, sont en réalité en confrontation permanente avec le pouvoir tels que la Tunisie, le Maroc, l'Algérie et l'Égypte.